

C'est officiel. Le secteur pétrolier s'attend à de grosses pertes financières !

L'arrêt de la production des champs de pétrole et de gaz dans le Sud tunisien pour cause de sit-in d'Al Kamour, c'est un fait avéré, a déstabilisé encore plus les équilibres de la balance énergétique du pays. La Tunisie se trouve, depuis quelques années, dans l'incapacité de payer ses redevances à ses fournisseurs en énergie, à l'intérieur comme à l'étranger. De même, certains des fournisseurs du pays menacent d'arrêter leurs livraisons, et d'intenter des procès auprès des tribunaux, pour se faire payer. Les chiffres en berne étayent bien ce constat...

Conseiller auprès du ministre de l'Energie, des mines et de la transition énergétique, Hamed Matri a tiré, ce mercredi 26 août 2020, la sonnette d'alarme au niveau des répercussions des mouvements de protestations dans le gouvernorat de Tataouine sur le secteur pétrolier en Tunisie.

Dans une interview exclusive accordée à African Manager, Hamed Matri a précisé que la fermeture de l'unité de pompage et la suspension de la production dans la zone d'El Kamour engendrent chaque jour, de grosses pertes financières estimées à 2,5MDT pour les recettes du pétrole et à 1MDT de pertes au niveau de l'arrêt des activités du gaz naturel au champ Nawara

En effet, il a fait savoir que les protestations quotidiennes des jeunes dans ladite région ont pesé lourdement sur l'économie tunisienne, affirmant que de nombreuses compagnies pétrolières étrangères ont décidé d'annuler le lancement d'une série de projets d'investissements et de plans d'exploration.

Sur un autre volet, le responsable a assuré que ministère de l'Energie, des mines et de la transition énergétique a fourni des efforts afin de trouver un compromis adéquat avec les protestataires et de rappeler que toutes les réunions de négociations avec eux, n'ont pas porté leur fruits.

Tataouine contribue à hauteur de 40%, à la production de pétrole

A noter que les champs de Tataouine contribuent, à hauteur de 40%, à la production de la Tunisie de pétrole et de 20% de la production gazière, selon des données officielles. Les protestataires de ce gouvernorat considèrent que leur région recèle des richesses dont ils ne tirent aucun profit et que l'Etat, qui a signé avec eux un accord, les a bernés en ne l'appliquant pas dans son intégralité.

Tous, entrepreneurs privés, simples ouvriers et intérimaires, veulent être recrutés par les sociétés pétrolières du coin. Ils réclament l'application de toutes les clauses de l'accord d'El Kamour dont en particulier l'engagement tenu depuis 2017 par le gouvernement alors en place portant allocation d'une enveloppe de 80 millions de dinars pour aider les jeunes en chômage dans la région à trouver un emploi. Ils déplorent également la poursuite de la politique de marginalisation et la hausse du taux de chômage dans le gouvernorat de Tataouine.

Le secteur phosphatier occupe une place très importante dans l'économie tunisienne, tant au niveau de l'emploi qu'à celui de la balance commerciale. Il procure de l'emploi direct à plus de 4300 personnes et de l'emploi indirect outre le transport ferroviaire et maritime, la sous-traitance ainsi qu'un grand nombre d'activités annexes qu'il procure(...).

A l'échelle mondiale, l'industrie tunisienne des phosphates occupe la 5ème place parmi les plus grands opérateurs internationaux dans cette activité. En effet, le phosphate naturel ainsi que ses dérivés (acide phosphorique, DAP, TSP, DCP...) sont exportés actuellement vers une cinquantaine de pays répartis sur les cinq continents.

Source : African Manager